

Rachat d'actions par les entreprises en économie baudruche

Posté le : 31 août 2018 22:36 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Concepts fondamentaux, Crise systémique

Dans une économie baudruche où la liquidité sans cause économique réelle est gonflée d'une part par la nécessité de corriger les conséquences de la récession précédente et par l'effet mécanique des excédents massifs de balances de paiement, le rachat de leurs propres actions par les entreprises est un symptôme de maladie, pas de bonne santé.

En temps normal les entreprises qui fonctionnent bien ont toujours une pléthore de projets d'investissement à examiner et le plus difficile est de les sélectionner sans complaisance et avec pertinence. On peut même dire que c'est la valeur ajoutée propre du plus haut dirigeant. La théorie veut qu'un rachat d'action est légitime lorsqu'il y a pénurie de projets rentables et qu'il vaut mieux rendre l'argent aux actionnaires pour qu'ils le placent ailleurs. Ceci n'arrive jamais. Il faut des circonstances exceptionnelles et douteuses pour que, des entreprises cotées rachètent, en grand nombre leurs actions. La première est un crédit tellement peu cher qu'il permet à la fois de financer l'investissement et le rachat d'actions. Les cours montent. L'endettement monte également mais les ratios ne sont pas perturbés puisque le cours des actions a monté, revalorisant le capital. Mais tout est artificiel.

Les dirigeants touchent des primes de bilan fondées sur aucun résultat opérationnel, seulement sur des plus-values artificielles. Les banques sont leurrées par une valeur de capital qui ne correspond à rien sinon l'activisme des banques centrales. Le haut de bilan l'emporte sur le compte d'exploitation, l'une des caractéristiques majeures de l'économie baudruche.

Dans le cas actuel des États-Unis, l'énorme afflux de placements en provenance des pays excédentaires en dollars s'ajoute à l'inflation des signes monétaires de la FED et au rapatriement des bénéfices conservés à l'étranger pour des raisons fiscales.

Les rachats correspondent donc à trois anomalies et à aucune logique économique conjoncturelle ou structurelle. Ils sont le signe d'une maladie pas d'une bonne santé de l'économie.